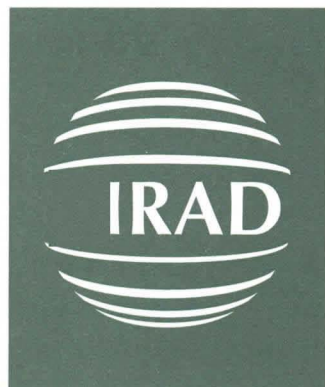

Département territoires,
environnement et acteurs
Cirad-tera



**IIICA et Cirad-Tera : ensemble
sur le thème développement territorial ?**

Rapport de mission au Brésil

du 16 au 19 novembre 2003

Patrick Caron

Cirad-Tera
n°61/2003

**IICA et Cirad-Tera : ensemble
sur le thème développement territorial ?**

Rapport de mission au Brésil

du 16 au 19 novembre 2003

Patrick Caron

**Cirad-Tera
n°61/2003**

Résumé

P. Caron, invité par l'IICA (Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture), a participé au Premier Forum International sur le Développement Territorial à Fortaleza, forum rassemblant 500 personnes. Les participants majoritairement brésiliens y ont discuté une stratégie inter-institutionnelle de développement territorial. Les principaux organisateurs étaient, outre l'IICA : le Ministère brésilien du Développement Agraire, la Banque du Nordeste, l'EMBRAPA (Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuaria). Le Ministre du Développement Agraire et 4 Secrétaires d'Etat ont assisté aux débats. P. Caron a participé à la première table ronde, celle dédiée au cadre théorique et conceptuel. La mission a permis d'avancer dans la formulation d'une stratégie et d'un programme de coopération avec l'IICA à propos du thème développement territorial, impliquant essentiellement Tera pour le Cirad et le département du développement durable pour l'IICA. Cette stratégie concerne les travaux à réaliser dans 4 pays (Brésil, Colombie, Costa Rica et Mexique), ainsi que la mise en place et l'animation de réseaux régionaux d'échanges et de coopération. Par ailleurs, une coopération entre le Cirad Tera et l'Université du Rio Grande do Sul (Ecole Doctorale sur le développement rural) a été discutée avec Sergio Schneider, enseignant de cette université.

Mots clef : IICA, Brésil, développement territorial.

Objectifs de la mission

La mission réalisée à Fortaleza (Brésil) du 16 au 19 novembre 2003, à l'invitation du Directeur du Développement Rural Durable de l'IICA (Institut Interaméricain de Coopération Agricole), Sergio Sepulveda, pour participer au « 1^{er} Forum International Territoires, Développement Rural et Démocratie » avait pour objectifs de :

- ✓ Participer aux débats concernant les concepts et démarches de développement territorial (demande de l'IICA) ;
- ✓ Poursuivre la concertation en cours concernant la mise en œuvre d'un dispositif de coopération à l'échelle régionale entre le département Tera du Cirad et la Direction du Développement Rural Durable de l'IICA, suite aux différents contacts réalisés ou rendus impossibles depuis un an, à la mission récente de P. Bonnal, P.M. Bosc , A. de Courville et B. Losch en Colombie et à la venue en France de H. Riveiros (responsable du programme PRODAR de l'IICA).
- ✓ Synthétiser les éléments en cours de discussion pour permettre à la Direction Générale du Cirad d'adopter une position stratégique concernant la coopération institutionnelle avec l'IICA.

Premier forum international «Territoire, Développement Rural et Démocratie»

Le forum « Territoire, Développement Rural et Démocratie » a rassemblé 400 à 500 personnes du 16 au 19 novembre 2003 à Fortaleza. Les participants, majoritairement brésiliens, y ont discuté l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie inter-institutionnelle de développement territorial.

Les organisateurs effectifs de l'événement étaient :

- le Ministère brésilien du Développement Agricole (MDA), pour lequel il s'agissait apparemment de formaliser des propositions et de les porter à débat au sein de la société civile et des communautés professionnelles concernées, dans le cadre d'un événement politique ;
- l'équipe brésilienne de consultants de l'IICA (dont certains insérés au sein du MDA), démontrant ainsi une visibilité certaine au cœur des institutions politiques, revendiquant implicitement une appropriation du thème et s'adossant à la Direction du Développement Rural Durable de San José (légitimité institutionnelle, intellectuelle et politique au niveau régional).

L'*Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária* (EMBRAPA) et la Banque du Nordeste, dont le siège se trouve à Fortaleza, et le SEBRAE (Service brésilien d'appui aux entreprises), également organisateurs, se sont montrés discrets. L'Embrapa s'est contentée de participer à l'ouverture (présence d'Herbert Cavalcante, l'un des directeurs) et à la clôture (Nicolas Schaun, l'un des assesseurs du Président). La participation de l'institut a été gérée depuis Brasília ; les centres du Nordeste n'étaient pas au courant. Le Ministère de l'Intégration régionale était également présent, en la présence de Tania Bacelar Araujo, Secrétaire d'Etat de la Politique de Développement Régional (le Ministre, Ciro Gomes, est originaire de Fortaleza).

Il convient de noter la très forte représentation politique au cours de l'événement (le Ministre du MDA, accompagné de ses 3 Secréaires d'Etat et de la majorité de leurs équipes, ainsi que l'ensemble de l'appareil politique local). Il convient également de souligner la posture modeste des Ministres et Secréaires d'Etat dont le discours met explicitement en avant la volonté d'apprentissage et de reconstruction de l'Etat et de ses institutions par la pression de la société civile et en s'appuyant sur des « dynamiques ascendantes ». Autant le forum que les discours traduisent la fusion recherchée entre mondes politique et scientifique : discours politiquement engagé des scientifiques, adossement des politiques à la science.

Les invitations de personnes ressource, brésiliennes ou internationales, ont été extrêmement sélectives et contrôlées : quelques « penseurs » (Ricardo Abramovay, université de Sao Paulo, membre du Conseil Scientifique du Cirad ; Rafael Echeverri, IICA Colombie ; Carlos Jara, IICA Equateur ; Sergio Schneider, Université du Rio Grande do Sul) ; ouverture internationale essentiellement sur l'Espagne (programmes leader, programmes de coopération avec l'Andalousie) grâce à la représentation IICA en Espagne, et peu opportune de mon point de vue au regard du thème considéré ; la Banque Mondiale.

Le Cirad était absent. Ma participation était en effet plutôt liée à l'invitation de Sepulveda pour discuter de projets en Colombie, au Mexique et à l'échelle régionale et à l'intérêt pour l'équipe brésilienne de pouvoir par ailleurs se référer aux institutions internationales. Au regard des activités conduites au Brésil sur le thème du développement territorial, le Cirad était absent. Ce n'est bien sûr pas un hasard, compte tenu de la nature politique de l'événement et du besoin et de la quête de légitimité de la part des institutions concernées. Dans de telles conditions, il n'y a pas de quoi s'en offusquer ; il serait par exemple étonnant que les institutions françaises ne procèdent pas de la sorte lors d'un événement concernant les orientations politiques françaises et organisé en France. Il convient toutefois de nous interroger sur les modalités de notre coopération et de savoir élaborer des stratégies qui nous permettent tout à la fois de faire reconnaître notre présence – que tout le monde connaît bien sûr¹ – et de nous faire discrets lorsque les conditions l'imposent. De la même manière, nous pouvons à certains égards apparaître concurrents de l'IICA dans de telles enceintes (ce point a été explicitement

¹ Lors du forum, a par exemple été distribué à tous les participants un texte d'orientation politique élaboré à l'attention du gouvernement Lula par l'Articulation du Semi-Aride (ASA). A l'évidence, ce texte s'appuie sur des acquis et réflexions qui ont impliqué les équipes du Cirad.

discuté avec Sergio Sepulveda et Carlos Miranda, représentant IICA au Brésil). Il nous revient de définir s'il est possible d'imaginer avec nos collègues de l'IICA des actions permettant de dépasser une concurrence bien comprise et assumée des deux côtés et pouvant contribuer à des cadres de coopération plus larges.

Deux livres ont été produits et inaugurés à l'occasion de l'événement : « El enfoque territorial del desarrollo rural » (IICA) et « Referências para o Desenvolvimento Territorial Sustentável » (MDA), montrant toute l'importance de savoir apparaître par le biais de publications, y compris quand elles ne revendiquent pas nécessairement un caractère académique (cas de la seconde).

Ma participation à ce séminaire est en fait l'une des premières manifestations concrètes de l'intérêt de l'IICA vis-à-vis d'une coopération avec le Cirad sur le thème du développement territorial. Suite à la réunion à Bogota, l'IICA a proposé de financer la participation d'un responsable scientifique et institutionnel du Cirad au séminaire pour faire connaître l'approche scientifique de celui-ci. Bien que je n'apparaisse pas dans le programme en raison de mon incorporation tardive, les organisateurs m'ont offert une place et un rôle de premier ordre : 25 minutes en séance plénière lors de la première table ronde, dédiée au cadre théorique et conceptuel, pour commenter la présentation de Echeverri², puis participation aux débats (table ronde occupant toute la première matinée, animée par Eugenio Peixoto, Secrétaire d'Etat de la Restructuration Agraire du MDA, et réunissant Rafael Echeverri, Carlos Miranda, Tania Bacelar de Araujo, Secrétaire d'Etat de la Politique de Développement Régional du Ministère de l'Intégration Régionale, et P. Caron).

Le programme du forum est joint en annexe 1. Sans entrer dans le détail du contenu des présentations et des débats (les documents produits sont consultables sur demande), l'événement confirme que les thèmes et termes « territoire » et « développement territorial » jouissent d'un succès d'estime certain. Autour de l'usage de ce mot, se cristallisent la quête d'un nouveau modèle et de nombreuses propositions alternatives de développement cherchant, implicitement, à pallier aux défaillances de l'état ou du marché. Le territoire serait par exemple le creuset des démarches participatives, permettant aux institutions de stimuler l'expression et l'explicitation d'une demande sociale mais aussi l'émergence d'actions collectives et de nouvelles formes d'organisation à même d'assumer des responsabilités dont l'Etat cherche à se désengager. Il serait également le lieu de coordination d'initiatives sectorielles. Il s'inscrit dans ce sens dans le cadre des propositions regroupées sous les termes de nouvelle institutionnalité ou de nouvelle ruralité, et visant, à partir du constat d'une faillite de l'Etat d'un côté, de la régulation exclusive par le marché de l'autre, à une reconstruction des institutions à partir de pratiques de démocratie et de planification locales³. Le territoire serait par ailleurs lui-même, grâce aux proximités qui lui sont constitutives, une forme d'organisation permettant d'internaliser certains coûts de transaction, de minimiser les risques économiques, de faciliter les processus d'apprentissage, de valoriser les savoir-faire et connaissances traditionnels, de garantir le contrôle des critères de qualité d'un produit ou d'une forme de production... autant de caractéristiques qui en font un actif mobilisable dans le processus de production.

² L'essentiel de la présentation a été organisé de la manière suivante :

- le contexte actuel de transformations rapides et l'évolution des cadres de vie et de production (importance redécouverte des agricultures familiales ; défaillances des marchés et des Etats ; décentralisation, désengagement de l'Etat et nouveaux acteurs ; entre omnipotence et effacement, une reconception du rôle de l'Etat ; conscience et attentes renouvelées de la société vis-à-vis du secteur agricole ; biens publics et régulations et conventions internationales) ;
- (ii) le recours au terme de territoire et le lien avec la quête d'un nouveau modèle de transformation politique de la société (retour sur le concept de territoire et ses acceptions ; changement de paradigme concernant l'intervention des institutions et ce que l'on véhicule en ayant recours au terme ; sujets à débat l'articulation entre interventions mis en œuvre à différents niveaux d'organisation et le rattrapage de déséquilibres structurels historiques ; les enjeux de la formalisation, de la capitalisation et de l'enseignement pour agir à d'autres niveaux ou ailleurs) ;
- (iii) la rénovation des relations entre science et société (nouveaux paradigmes ; fin du mythe de la science triomphante ; contrat et utilité sociale de la science ; considérations éthiques et responsabilité sociale).

³ Voir à ce sujet Bonnal P., Bosc P.M., Diaz J., Losch B., 2003. Multifonctionnalité de l'agriculture et Nouvelle Ruralité. Quelle Refondation des politiques publiques à l'heure de la mondialisation ? In Séminaire international « Le monde rural : transformation et perspectives à la lumière de la nouvelle ruralité », Université Javeriana, Clacso, Redcapa, Bogota 15 – 17 octobre 2003, 17 p.

Si l'approche proposée se révèle porteur d'un nouveau modèle de développement et d'espoir pour le nouveau MDA et les partenaires présents⁴, force est de constater que les différents usages des termes mobilisés s'accompagnent d'un manque de précision et de définition conceptuels qui laissent planer le risque, au cas où ces carences ne soient pas dépassées, d'une mode de plus. De plus, les présentations faites par les équipes opérationnelles traduisent un décalage certain entre la recherche d'un nouveau modèle politique, adossée à la réflexion intellectuelle, et les pratiques proposées ou effectives. Ces dernières s'apparentent souvent à un réhabillage de l'ancien à l'aide du vocabulaire nouveau⁵.

Soulignons enfin la proximité des questions scientifiques posées par les équipes du département Tera et par Sergio Schneider, professeur en sociologie de l'Université du Rio Grande do Sul et l'un des responsables d'une Ecole Doctorale multi-disciplinaire sur le Développement rural⁶, et Rafael Echeverri, politologue, dont les réflexions rejoignent celles de Bruno Losch et Patrick D'Aquino.

⁴ Abramovay parle de concept à double dimension : cognitive et émancipatoire.

⁵ J'ai par exemple observé une territorialisation poussée des programmes des différentes institutions, alors que le politique en appelle à la constitution de dispositifs d'action pluri-institutionnels, ou la tendance fréquente du recours au terme territoire pour justifier par la réalisation technocratique d'un maillage de l'espace le choix de sites d'intervention institutionnelle (qu'on appelle territoires), sans aucune forme d'évolution des pratiques institutionnelles, et en maintenant bien au contraire des approches normatives, prescriptives, descendantes et assistencialistes.

⁶ Depuis la mission, des contacts ont été entrepris pour définir les collaborations possibles (ex : accueil de doctorants sur les terrains Cirad, participation des agents du Cirad aux enseignements, à la réalisation d'ouvrages et de manuels pédagogiques, etc).

Collaborations avec la Direction du développement rural durable de l'IICA

Antécédents

Après quelques années de fausses résolutions de collaboration sur le thème du développement rural, le Cirad et l'IICA ont tenté, de manière plus ou moins fructueuse, d'élaborer des passerelles depuis octobre 2002 (voir note élaborée par P. Bonnal pour préparer cette mission en annexe 2).

Les faits :

- ✓ Visite de A. de Courville et D. Despréaux à San José, octobre 02 : rencontre avec S. Sepulveda (nouveau directeur) ;
- ✓ Courrier de M. Seixas (Directeur du Secrétariat de coopération technique) à A. Derevier (24 octobre 02) ;
- ✓ Réponse de A. Derevier (3 décembre 2002) : proposition d'identifier les équipes techniques concernées pour avancer sur les chantiers « technologie et innovation » et « développement durable », et d'organiser un atelier à Montpellier ou en Amérique latine ; annonce de la nomination de B. Lesaffre à la Direction Générale du Cirad ;
- ✓ Réponse de M. Seixas à A. Derevier (27/1/03), annonçant la constitution (à venir) d'un groupe de travail IICA ; aucune réponse du Cirad à ce jour.

Parallèlement :

- ✓ F. Boucher, J. Diaz et A. de Courville sont invités à la réunion des gouverneurs de la Banque Inter-Américaine de Développement (BID) et du groupe inter-agences à Milan en mars 03 ; P. Bonnal, J. Diaz et A. de Courville se rendent à Milan (aide-mémoire disponible) ;
- ✓ Courrier du 7 février de Rolland Guis invitant Sergio Sepulveda pour une session de travail à Montpellier, à l'occasion de ses déplacements à Milan et Madrid (représentation européenne de l'IICA) ;
- ✓ Aucune réponse formelle de l'IICA.

Lors de la mission de P.M. Bosc, B. Losch, P. Bonnal, A. de Courville en septembre à Bogota (invitation de J. Diaz pour participer à un séminaire organisé par l'Université Javeriana), un programme de coopération en Colombie est élaboré (un aide mémoire est attendu de la part de S. Sepulveda). Il est alors prévu de rediscuter ces orientations ainsi que la mise en place d'une coopération régionale (idées discutées en mars à Milan) à l'occasion du séminaire de Fortaleza en novembre et d'une mission en Colombie et au Costa Rica en février 2004. Il convient ainsi de souligner le rôle structurant de Jorge Diaz (agent CDD Cirad fin 2002 – début 2003, puis Cemagref, désormais responsable des projets Banque Mondiale au Ministère de l'Agriculture colombien) dans cette relance.

Compte tenu de ces antécédents, les contacts organisés à Fortaleza se sont déroulés dans un climat franc et amical, même si nous avons tous conscience qu'il s'agissait peut être de la dernière chance de dépasser des contacts inter-personnels.

La mission a permis d'avancer dans la formulation d'une stratégie et d'un programme de coopération à propos du thème développement territorial, impliquant essentiellement Tera pour le Cirad et la Direction du développement rural durable pour l'IICA. Trois axes de coopération ont été discutés, chacun d'entre eux se nourrissant des précédents :

- les travaux à réaliser ensemble dans quatre pays (Brésil, Colombie, Costa Rica et Mexique) ;
- la mise en place de réseaux régionaux d'échanges et de coopération ;
- la programmation inter-institutionnelle de la coopération.

Collaborations dans les quatre pays concernés

En raison des ressources disponibles et des contextes politiques et institutionnels, la stratégie géographique de l'IICA se concentre essentiellement sur le Brésil, la Colombie, l'Equateur, le Chili, le Mexique et l'isthme centro-américain.

Ainsi, quatre types de situation semblent se dessiner au niveau des actions à entreprendre dans le cadre des dispositifs nationaux auxquels chacune des deux institutions participe :

- ✓ Des terrains nouveaux où de nouveaux projets se dessinent, projets dont l'élaboration pourrait bénéficier de la collaboration IICA-Cirad : cas de la Colombie et du Mexique (projet El Zocallo rural) ;
- ✓ Des terrains où les agents des deux institutions se connaissent, travaillent ensemble de longue date, sans que les relations n'aient été formalisées (ex : Byron Miranda et Guy Faure au Costa Rica) ;
- ✓ Des terrains où les relations sont formalisées dans le cadre d'un programme (cas de Prodar dans les Andes, Riveiros et Boucher, et de l'extension possible du réseau et des travaux sur les SYAL au Mexique) ;
- ✓ La juxtaposition des dispositifs, alors que les agents connaissent leurs travaux et actions réciproques, déjà anciens : le cas du Brésil.

Dans chaque pays, il importe de programmer des actions spécifiques, compte tenu des trajectoires et dispositifs respectifs.

Le cas du Brésil

Au Brésil, l'absence de collaboration est étonnante, malgré la bonne connaissance des agents et équipes entre eux : collaborations en 1994 entre agents du Cirad et du Secrétariat du Développement Rural (aujourd'hui consultants IICA) dans le cadre de la mise en place de l'Unité Régionale de Formation et d'appui au développement rural du Nordeste (Urca) ; accueil à Montpellier en 1998 et pendant plusieurs mois d'un actuel consultant de l'IICA au sein du programme Agricultures Familiales (Ribamar Furtado) ; contacts fréquents entre Augusto Moreno et l'équipe IICA de Brasilia ; aucune suite à la rencontre entre la direction de Tera et M. Duncan à Brasilia en mars 03, etc.

Avec des partenariats et modes d'insertion différents, agissant à des échelles différentes et poursuivant des objectifs spécifiques et distincts, mais partageant un certain nombre de constats et problématiques, tout aurait pu pousser ces équipes à collaborer et exploiter leurs complémentarités. L'histoire n'a pas été écrite ainsi.

Le contexte politique et institutionnel particulier que connaît le Brésil aujourd'hui et la forte demande concernant les thèmes liés au développement territorial contribuent à une situation objective de coopération plutôt que de concurrence : le thème est porteur, les ressources financières se font moins rares, le manque de ressources humaines est déploré de toutes parts.

Bien sûr, chaque institution peut continuer ainsi, sans voir son programme d'action menacé. Il serait néanmoins dommage de ne pas tirer profit d'un contexte exceptionnel pour réfléchir aux modalités d'une coopération possible. Carlos Miranda, coordinateur IICA au Brésil, m'a ainsi offert d'héberger un agent du Cirad (en contribuant au budget de fonctionnement), sous réserve que nous puissions aboutir à la formulation de ces axes de coopération. Pour donner suite, il serait opportun d'organiser un atelier de travail réunissant des agents de Tera mandatés par la direction et les représentants IICA, au cours duquel ces points seraient débattus et, dans le cas d'un intérêt partagé, une programmation élaborée.

Le cas du Costa Rica

Dans le cas du Costa Rica, les collaborations sont effectives. L'intérêt d'une formalisation éventuelle ne se justifie que dans la mesure où elle permette de rendre ces actions plus visibles et contribue ainsi aux actions d'animation régionale (cf ci-dessous). Il est suggéré de solliciter Guy Faure et Bayron Miranda.

Le cas du Mexique

F. Boucher a été sollicité par E. Moscardi (projet BID El Zocallo Rural) pour contribuer dans le cadre de ce projet au développement d'actions concernant les systèmes agro-alimentaires localisés et pour élaborer des programmes d'enseignement (mestrias) sur le thème au sein des universités. Le projet prendrait en charge le surcoût d'expatriation et les frais de fonctionnement. Dans le prolongement de PRODAR, l'élaboration de programmes de formation pourraient (et devraient) par ailleurs s'envisager dans le cadre d'un réseau d'universités latino-américaines (Pérou, Colombie, Mexique).

Ce même projet (El Zocallo Rural), centré sur la promotion du développement territorial et bénéficiant de moyens financiers, humains et institutionnels considérables, offre par ailleurs une excellente opportunité de tester notre capacité à élaborer et participer ensemble à un dispositif de Recherche-Action sur l'élaboration des politiques publiques. L'IICA envisage d'y affecter R. Echeverri. Le Cirad-Tera pourrait imaginer l'affectation de Bruno Losch, à l'issue de l'année passée à Berkeley (août 04). Tout reste à construire. Un échange de documents entre R. Echeverri et B. Losch (qui ne se connaissent pas) et une rencontre au printemps au Mexique ont été suggérés.

Il faudra bien sûr veiller côté Cirad à ne pas élaborer deux dispositifs disjoints. A l'inverse, cette « construction mexicaine » offre un excellent support d'intégration de nos actions.

Le cas de la Colombie

L'appui concerté de l'IICA et du Cirad à un projet mis en œuvre par le ministère de l'agriculture (financement Banque Mondiale) avait été discuté avec S. Sepulveda lors de la mission en septembre de P.M. Bosc, B. Losch, P. Bonnal et A. de Courville à Bogota. L'entretien avait permis de conforter et de préciser les axes de travail identifiés lors de la réunion de Milan. L'IICA avait notamment manifesté son souhait de développer en partenariat avec le CIRAD deux types d'actions.

- (1) des formations (masters professionnels, formations type « universités paysannes » ou « *campesino a campesino* », formations de formateurs ou encore des cours d'actualisation de compétences destinés aux élus locaux et professionnels) ; ces initiatives pourraient bénéficier d'un appui de la Banque Mondiale et de la BID ;
- (2) une étude de cas en Colombie sur le développement territorial.

Par ailleurs, il avait été convenu que le département développement durable de l'IICA et le Cirad mettraient chacun un professionnel à la disposition d'un projet commun qu'ils contribueraient à préciser.

Lors de notre rencontre à Fortaleza, il a été convenu que ces différentes idées soient rediscutées lors de la mission de Philippe Bonnal en Colombie en février 2004 et que les modalités du partenariat soient approfondies et précisées.

Dans chaque cas, il est proposé que les agents du Cirad assurent deux fonctions distinctes : d'une part réaliser leur programme de travail, dans le champ de compétences qui est le leur ; d'autre part, se faire l'interlocuteur des partenaires nationaux et de l'IICA pour mobiliser d'autres compétences, depuis Montpellier et ailleurs, dans des champs voisins.

Collaborations régionales

La proposition de collaboration vise à structurer une forme institutionnelle originale d'organisation de la recherche et du partenariat qui permette d'une part de satisfaire les objectifs formulés par chacun et d'apporter une plus-value. Les travaux de l'IICA et du Cirad sur le développement rural remontent à plus de 20 ans, se sont construits sur de nombreux terrains, dans des cadres partenariaux diversifiés. L'intérêt d'améliorer la valorisation et la visibilité des résultats et de défricher de nouveaux fronts de recherche par la coopération, la mise en perspective des travaux des uns et des autres, ici ou là, et la complémentarité des compétences est évident. Pour cela, la mise en œuvre d'une organisation spécifique est nécessaire : les moyens spécifiques à mobiliser doivent être définis en fonction de la plus value recherchée.

La proposition à imaginer pourrait comprendre deux dispositifs articulés :

- d'une part la programmation et l'organisation d'activités de recherche et de formation à conduire à l'échelle régionale dans le cadre d'une unité de coopération ;
- d'autre part l'animation d'un triple réseau.

Une unité de coopération pour organiser les activités régionales

Une unité de coopération serait créée à San José, regroupant un noyau de compétences responsable de l'accompagnement et de la valorisation d'expériences. Les fonctions de cette unité légère seraient d'assurer :

- l'animation et la formalisation (publication) de réflexions conceptuelles et d'expériences méthodologiques ;
- l'accompagnement et le suivi d'expériences de terrain (cf les dispositifs identifiés dans les 4 pays ci-dessus, complétés par le suivi d'expériences conduites ailleurs) ;
- la production de références pour le développement ;
- la production d'énoncés et matériels enseignables et de matériels pédagogiques ;
- l'organisation de cursus et de modules d'enseignement dans le cadre de l'évolution des métiers et des compétences pour le développement durable ;
- la programmation et la mise en œuvre d'activités de recherche à conduire à l'échelle régionale (ex : élaboration des politiques régionales, échanges transfrontaliers ou internationaux, réglementations internationales, etc) et d'analyses comparatives ne pouvant être réalisées exclusivement au sein des dispositifs nationaux.

Ce dispositif ne doit pas se substituer aux équipes impliquées dans des situations concrètes ; il peut entre autres représenter un lieu de capitalisation d'expériences pour des agents ayant passé plusieurs années sur un terrain. Il s'agit bien d'une relation réciproque à promouvoir entre des travaux de terrain, alimentant le dispositif d'animation et dans le même temps se nourrissant et s'enrichissant des analyses qui y sont conduites et des références qui y sont produites. Ce dispositif reconnaît trois pôles principaux : (i) la production d'éléments conceptuels, théoriques et méthodologiques ; (ii) la production de références à partir du suivi d'expériences de terrain ; (iii) la formation, via la production de matériels pédagogiques et l'organisation de cours de maîtrise et de formation continue.

L'animation d'un triple réseau

Pour compléter, mais aussi alimenter les activités de l'unité en les ancrant dans les réalités de terrain, il est proposé d'expérimenter la mise en place et l'animation de réseaux. La proposition cherche à valoriser la nature déconcentrée et décentralisée d'opérations en cours, conduites chacune selon des modalités opérationnelles et partenariales distinctes. Un tel dispositif doit viser la mise en œuvre de mécanismes et l'affectation de moyens permettant d'animer de manière coordonnée des réseaux de trois natures :

- Des réseaux de partenaires institutionnels (institutions de recherche, de vulgarisation, ONG, etc), identifiés selon les thèmes et les sites d'investigation, qui se rencontrent, échangent leurs expériences, les problèmes qu'ils rencontrent, les questions qui se posent ;

- Des réseaux de compétences scientifiques, constitués à partir de compétences disciplinaires diverses et reconnaissant des thématiques spécifiques ; dans un premier temps et à titre expérimental, la thématique « Agricultures familiales, développement territorial et politiques publiques » pourrait être retenue (Prodar est de fait un tel réseau déjà constitué sous la forme d'un programme) ;
- Un réseau de sites d'observation et d'expérimentation, permettant l'échange, l'analyse comparative et la production de références ; les sites concernés, de dimension locale ou nationale, seraient bien sûr localisés au Brésil, en Colombie, au Costa Rica et au Mexique. Dans une moindre mesure, les observations réalisées dans d'autres pays pourraient être mobilisées dans le cadre d'analyses comparatives.

De tels réseaux, regroupant des chercheurs et acteurs du développement, visent à stimuler les échanges internationaux, la réalisation d'analyses comparatives, la formalisation des résultats, et leur utilisation dans les débats internationaux. A partir de ces réseaux, on peut imaginer que soient non seulement valorisés les travaux en cours, mais aussi que se construisent de nouveaux cadres d'analyse partageables et qu'émergent, soient formulées et traitées de nouvelles questions. L'animation de ces réseaux peut se faire depuis des dispositifs de terrain et non nécessairement à partir de l'unité de coopération.

Pour aller de l'avant, il convient d'élaborer un projet et des propositions pour la mise en place d'un tel dispositif en prêtant, entre autres, une attention particulière à l'identification et la caractérisation :

- du thème commun structurant et la manière dont le dispositif le traitera, en le renseignant par la conduite d'opérations organisées thématiquement autour de sous-thèmes et la mise en place d'activités de synthèse et d'animation transversale ; la recherche de cette cohérence doit permettre d'éviter la juxtaposition d'un ensemble de dispositifs qui demeureraient disjoints ;
- de la plus-value à attendre de ce dispositif (recherche, formation, consolidation des partenariats, etc) et de la justification d'y affecter des moyens complémentaires ;
- des modalités de formalisation et de mise en œuvre du partenariat avec une multitude d'institutions de nature diverse ;
- des fonctions et modalités de coordination et d'animation, et, en particulier, des termes de référence du ou des coordinateurs et des fonctions respectives de l'IICA et du Cirad ;
- de la nécessaire structuration des appuis et de la coordination à Montpellier et San José ;
- des étapes de mise en œuvre.

Cette proposition pourrait ensuite être présentée et discutée avec les partenaires nationaux et les bailleurs de fonds.

Il a été convenu de procéder de la manière suivante :

- affinage de la proposition par échanges d'e-mails ;
- reprise des discussions lors de la mission de P. Bonnal en février 04 à Bogota, puis d'une mission de la direction de Cirad-Tera à San José ;
- élaboration d'un pré-projet par un tandem Cirad-IICA (pour l'IICA R. Echeverri en serait responsable) ;
- organisation d'un atelier de travail pour finaliser la proposition (programmation des moyens et des produits attendus : activités de recherche et d'enseignement, publications, etc) ;
- ateliers de programmation dans chacun des pays et avec les équipes concernées.

La programmation institutionnelle de la coopération

Il a été envisagé de proposer aux Directeurs Généraux des deux institutions de se rencontrer pour formaliser ce qui précède, actualiser la convention de coopération et définir les mécanismes complémentaires de coopération inter-institutionnelle à promouvoir.

Ces mécanismes pourraient à titre d'exemples concerner la mobilité d'agents entre les deux institutions, dans le cadre de projets communs ou sous forme d'accueil, la possibilité à chaque institution d'offrir à l'autre des bureaux (représentation, accueil, laboratoire extérieur), que ce soit à Montpellier ou à San José, une participation croisée aux instances telles que Conseil Scientifique, etc.

L'organisation de cette rencontre dépendrait de l'avancement des dossiers précédents.

Programme du Forum

16 DE NOVENBRO/DOMINGO - Auditório Central

17h00

CREDENCIAMENTO

19h00

CERIMÔNIA DE ABERTURA

- Ministro Ciro Gomes - Ministério da Integração Nacional
- Ministro Miguel Rosseto - Ministério do Desenvolvimento Agrário
- Roberto Smith - Presidente do BNB
- Lúcio Gonçalo de Alcântara - Governador do Estado
- Clayton Campanhola - Presidente da EMBRAPA
- Gertjan Beekman - Representante do IICA
- Silvano Gianni - Presidente do SEBRAE

17 DE NOVENBRO - SEGUNDA-FEIRA

MANHÃ

CONFERÊNCIAS E DEBATES - Auditório Central

Coordenador:

Eugênio Conolly Peixoto - MDA

Secretário de Reordenamento Agrário do Ministério do Desenvolvimento Agrário.

08h30

Território e Desenvolvimento: Novos Paradigmas

Expositor:

Rafael Echeverri

Colombiano, Cientista Político e Administrativo, Especialista em População e Desenvolvimento. Atualmente Especialista em Desenvolvimento Rural Sustentável do IICA.

10h00

Intervalo para coffee-break.

10h30

Território e Desenvolvimento Rural: desafios para as políticas nacionais.

Expositora:

Tânia Bacelar de Araújo
Economista, Doutora em Economia Pública pela Universidade de Paris I.
Exerceu cargos de Secretária de Planejamento e da Fazenda do Governo de Pernambuco,
Secretária de Planejamento da Prefeitura do Recife e Professora da UFPE. Atualmente
Secretária de Política de Desenvolvimento Regional do Ministério da Integração Nacional.

12h00

Debates

13h00

Intervalo para Almoço

TARDE

OFICINAS TEMÁTICAS - Auditório Central e Mini-Auditório

PAINEL 1 - AUDITÓRIO CENTRAL

14h30

Desenvolvimento rural territorial e capital social

Expositor:

Carlos Jara
Equatoriano, sociólogo, advogado e cientista político. Consultor do IICA,
Ex-Presidente do Banco de Desenvolvimento Rural do Equador,
Ex-Assessor do PCPR de Pernambuco pela cooperação do IICA.

Facilitador:

Vinícius Nobre Lages
Gerente do SEBRAE

Relatores:

Aureliano Matos
Especialista em Desenvolvimento Rural do IICA Brasil

Vital Filho
Gerente, Secretaria de Desenvolvimento Territorial - MDA

16h00

Intervalo para coffee-break.

16h30

Arranjos institucionais para gestão de políticas públicas de base territorial.

Expositor:

Waldecy de Urquiza e Silva
Bacharel em Ciências Jurídicas e Sociais, Presidente da Companhia de

Colonização do Nordeste S/A (Colone), Diretor do Banco do Estado da Paraíba S/A, Assessor da Reitoria da Universidade de Brasília, Assessor Parlamentar na Câmara dos Deputados. Consultor Independente.

Facilitador:

Pedro Eugênio de Castro Toledo Cabral
Presidente interino do Banco do Nordeste do Brasil.

Relatores:

Valter de Carvalho
Assessor Especial da Secretaria da Agricultura do RN e Secretário
Executivo do Conselho Estadual de Desenvolvimento Rural Sustentável

Pedro Correa
Gerente, Secretaria de Desenvolvimento Territorial - MDA

18h00
Debate

19h00
Encerramento

PAINEL 2 - MINI-AUDITÓRIO

14h30
Desenvolvimento rural regional e articulações extra regionais

Expositor:

Sérgio Schneider
Sociólogo, Mestre e Doutor em Sociologia. Professor adjunto do Departamento de Sociologia e do Programa de Pós-Graduação em Desenvolvimento Rural - PGDR da Universidade Federal do Rio Grande do Sul. Desenvolve pesquisas sobre Agricultura familiar, mercado de trabalho rural e pobreza rural, especialmente na região Sul do Brasil, em uma perspectiva multidisciplinar. Autor de diversas publicações técnicas na área.

Facilitador:

Alex Araújo
Secretário de Desenvolvimento Local e Regional do Estado do Ceará

Relatores:

Ronaldo Ramos Vasconcelos
Gerente de Programas da Secretaria de Políticas de Desenvolvimento Regional do
Ministério da Integração Nacional.

Wilson Dias
Gerente, Secretaria de Desenvolvimento Territorial - MDA

16h00

Intervalo para coffee-break

16h30

Instrumentos de promoção da melhoria do capital humano e de promoção da inovação em experiências de desenvolvimento rural em bases territoriais.

Expositor:

José Ribamar Furtado de Souza

Engenheiro agrônomo, PhD em Economia e Ciências Políticas – London -School of Economics and Political Sciences, Universidade de Londres - Inglaterra.

Professor da Pós-Graduação da Universidade Federal do Ceará e consultor do Instituto Interamericano de Cooperação para a Agricultura – IICA.

Expositor:

Antonio González Rodríguez

Espanhol, Licenciado em Direito e Mestre em Desenvolvimento Local Rural por Madrid, com formação integral para agentes de desenvolvimento local, Diretor da Fundação INFODAL

Facilitador:

Antônio Cláudio Ferreira Lima

Coordenador Geral de Planejamento do DNOCS

Reladoras:

Socorro Silva

Professora da Universidade de Brasília - UnB

Tânia Melo

Gerente, Secretaria de Desenvolvimento Territorial - MDA

18h00

Debate

19h00

Encerramento

18 DE NOVEMBRO - TERÇA-FEIRA

MANHÃ

CONFERÊNCIAS E DEBATES - Auditório Central

PAINEL 1 - EXPERIÊNCIAS INTERNACIONAIS

CIRAD-DIST
Unité bibliothèque
Lavalette

Coordenador:
Carlos Miranda
Especialista em Desenvolvimento Rural do IICA.

08h30

Programa Leader - A experiência da União Europeia.
Expositor:

Gerardo Luis García Fernández
Espanhol, Engenheiro Agrônomo, Universidade de Madrid. Desempenhou funções de Subdiretor de Organização, Planejamento e Coordenação, Diretor Geral de Desenvolvimento Rural, sendo atualmente Assessor do Gabinete Técnico do Subsecretário de Agricultura. Coordena a elaboração do -Libro Blanco de la Agricultura Española-.

09h15

Experiência Andaluz/Espanha.

Expositor:

Paulino Plata
Espanhol, Conselheiro de Agricultura - Comunidad Autónoma de Andalucía.

10h00

Intervalo para coffee-break.

10h30

Territórios rurais, estratégias e políticas na América Latina.

Expositor:

Sérgio Sepúlveda
Chileno, Economista, PhD. pela Universidade de Cornell em Desenvolvimento Econômico e Economia dos Recursos Naturais. Engenheiro Agrônomo e M.Sc. em Economia Agrícola pela Universidade de Washington State. Trabalhou sete anos no Brasil e em outros países do continente, incluindo Colômbia, México e Equador. Atualmente Diretor da Área de Desenvolvimento Rural Sustentável do IICA, possuindo mais de 50 publicações técnicas.

11h15

Experiência do Equador

Expositor: Fausto Jordán

Equatoriano, Economista Agrícola pela Universidade Central do Equador, Especialista em Desenvolvimento Rural, Local e Agroecologia, Presidente da Rede Financeira Rural e Assessor do Programa Equatoriano Europeu de Segurança Alimentar - PROEESA.

12h00

Debate

13h00

Intervalo para Almoço

TARDE

CONFERÊNCIAS E DEBATES - Auditório Central

PAINEL 2 - EXPERIÊNCIAS BRASILEIRAS DE DESENVOLVIMENTO RURAL

Coordenador:

Marcelo Duncán

Consultor em Desenvolvimento Rural do Acordo IICA-SDT/MDA

14h30

Resultados do I Mapeamento das Iniciativas Territoriais Brasileiras - SDT/MDA

Expositor:

Ronaldo Weigand Júnior

Doutor em Sociologia e Meio Ambiente, Consultor IICA/PRONAF/CONDRAF

15h00

A Experiência do SEBRAE no Desenvolvimento de Territórios Rurais

Expositor:

Juarez de Paula

Sociólogo pela UFC, Gerente da Unidade de Desenvolvimento Rural do SEBRAE Nacional.

15h30

O comércio ético e solidário para o Desenvolvimento Local Sustentável

Expositor:

Eugênio Conoly Peixoto

Secretário de Reordenamento Agrário do Ministério do Desenvolvimento Agrário, Ex-Assessor de Relações Internacionais da Contag Secretário Técnico da Coordenadoria da Agricultura Familiar no Mercosul.

16h00

Intervalo para coffee-break

16h30

A Experiência da Secretaria de Desenvolvimento Local e Regional - CE

Expositor:

Alex Araújo

Economista, Secretário de Desenvolvimento Local e Regional do Estado do Ceará

17h00

A Experiência do Projeto Dom Helder

Expositor:

Espedito Rufino
Economista, Diretor do Projeto Dom Helder

17h30

Meio Ambiente e Desenvolvimento Local - Banco Mundial

Expositor:

Kenneth M. Chomitz
PhD em Economia, University of California, Irvine, Lead Economist, Development Research Group, Banco Mundial. Desenvolveu estudos na Amazônia, Floresta Atlântica e Cerrado.

18h00

Debate

19h00

Encerramento

19 DE NOVEMBRO - QUARTA-FEIRA

MANHÃ

08h30-13h00

EXPOSIÇÃO E NEGÓCIOS

Coordenador:

Édson Teófilo

Sócio-economista e consultor internacional em reforma agrária. Mestre em Sociologia do Desenvolvimento pela UFCE, Doutor em Sociologia, Especialização em Reforma Agrária - Land Reform Training Institute of Taiwan e Desenvolvimento da Agricultura Francesa pelo Instituto Agrônomo de Montpellier na França. Diretor da Unidade Técnica Nacional do Projeto Crédito Fundiário.

TARDE

PLENÁRIA FINAL - Auditório Central

Coordenação e Encerramento do Evento: José Humberto Oliveira
Secretário de Desenvolvimento Territorial do Ministério do Desenvolvimento Agrário.

14h30

Apresentação dos resultados das oficinas
Relatores

15h30

Síntese e proposições preliminares

Expositor:

Ricardo Abramoway

Sociólogo, Professor-Titular da FEA e do PROCAM/USP, pós-doutorado na Fondation National des Sciences Politiques e na École des Hautes Études en Sciences Sociales, membro titular do Conselho Científico do CIRAD (Fr.). Autor de "O Futuro das Regiões Rurais" (Editora UFRGS, 2003).

16h30

Intervalo para coffee-break

17h00

Conclusões: Definições estratégicas para as políticas públicas brasileiras

Roberto Smith - Presidente do BNB

Manoel Santos - Precedente da CONTAG

Dirigente da EMBRAPA

Dirigente do SEBRAE

Eudoro Santana - DNOCS

Alex Araújo - Secretário de Desenvolvimento Local e Regional do Estado do Ceará

Tânia Bacelar - Secretária de Política de Desenvolvimento Regional do Ministério da Integração

Nacional

Walter Bianchini - Secretário de Agricultura Familiar do Ministério do Desenvolvimento Agrário

Note préparatoire (auteur P. Bonnal)

Note au collège de Direction⁷

Emergence d'une coopération entre l'IICA et le CIRAD sur le développement territorial et le renouvellement des politiques publiques en Amérique latine

L'IICA (Institut Interaméricain de Coopération Agricole) est l'organisation internationale attachée à l'OEA (Organisation des Etats Américains) chargée des questions agricoles et rurales. Créé en 1942, sur une initiative des Etats-Unis, pour assurer le maintien et le développement des grandes productions tropicales dans le contexte de la fragilisation des empires coloniaux européens, l'IICA s'est progressivement converti, à partir de 1948 avec la création de l'OEA, en un organisme de coopération régionale. Il est dirigé par une commission composée de l'ensemble des ministres de l'agriculture des pays membres, la JIA (« Junte » Interaméricaine de l'agriculture) et un directeur général⁸. Il est organisé en 6 départements : (i.) Commerce et développement de l'agrobusiness, (ii.) Technologie et innovation, (iii.) Santé agricole et innocuité des aliments, (iv.) Développement Rural Durable, (v.) Information et Communication et (vi.) Education et formation. L'IICA compte 34 pays membres - soit l'ensemble des pays américains, à l'exception de Cuba - dans lesquels il possède une représentation et du personnel technique attitré. Son siège est situé à San José (Costa-Rica).

Au cours des deux dernières décennies, l'IICA et le CIRAD ont réalisé des coopérations dans différents domaines : le café, dans le cadre du PROMECAFE (Programme Coopératif Régional pour le Développement Technologique de la caféiculture en Amérique Centrale), la petite agro-industrie rurale dans celui du programme PRODAR (Programme de Développement de l'Agro-industrie pour l'Amérique latine et les Caraïbes), le développement régional dans le cadre du PROCITROPICOS (Programme Coopératif de Recherche et Transfert de Technologie pour les Tropiques Sud-américains), mais aussi l'économie de filières de productions agricoles ou encore la production fruitière. Les conditions semblent aujourd'hui réunies pour initier une nouvelle coopération sur le thème du développement territorial et du renouvellement des politiques publiques.

L'IICA, et plus particulièrement, le département Développement Rural Durable (DRS), dirigé par Mr. Sergio Sepúlveda, a contribué au cours des dernières années à renouveler la pensée sur l'analyse et l'accompagnement des processus de développement rural. En mettant l'accent sur l'intégration intersectorielle et l'innovation institutionnelle en milieu rural et en le formalisant sous le concept de « nouvelle ruralité », il a contribué à générer un débat dans l'ensemble du sous-continent sur le renouvellement des politiques publiques face aux enjeux de la mondialisation et de la régionalisation des économies latino-américaines. Ce débat a mobilisé progressivement les grandes agences de coopération (FAO, GTZ, USAID), les bailleurs de fonds (BID, FIDA, BM), les réseaux régionaux d'universités (REDCAPA⁹, FLACSO¹⁰, CLACSO¹¹) et un nombre croissant d'organismes publics nationaux. La fréquence et la qualité des séminaires régionaux organisés et l'importance des écrits sur ce thème témoignent largement de la vivacité de cette réflexion. L'émergence de ce débat offre pour les équipes du CIRAD travaillant sur les processus de développement territorial et les politiques publiques un cadre de recherche tout à fait favorable.

Le rapprochement entre le l'IICA et le CIRAD s'est réalisé de façon progressive au cours des dernières années. Après une série de contacts et d'échanges de courrier (2001-2002), une réunion a été organisée à Milan, le 21 mars 2003 - à laquelle assistaient Sergio Sepúlveda pour l'IICA ainsi qu'André de Courville, Jorge Diaz et

⁷ AFM-Cirad-Tera. 17/11/03.

⁸ Actuellement, Mr. Chelston W.D. Brathwaite, des îles Barbades, depuis 2002.

⁹ Réseau d'institutions de formation en économie et politique agricoles en Amérique latine et aux Caraïbes

¹⁰ Faculté Latino-américaine de Sciences Sociales

¹¹ Conseil latino-américain en Sciences Sociales

Philippe Bonnal pour le CIRAD - au cours de laquelle a été discutée l'architecture générale d'un projet régional de coopération. Une mission collective (P.M. Bosc, B. Losch, Ph. Bonnal, A. de Courville) en Colombie du 13 au 18 octobre 2003, à l'occasion d'un séminaire sur le développement territorial, a permis de constater la faisabilité d'une coopération en Colombie et à identifier le partenariat potentiel. La mission de Hernando Rivero, IICA, responsable du PRODAR, en France du 10 au 15 octobre 2003 et celle de François Boucher, CIRAD, au Mexique du 20 au 25 octobre 2003, ont permis de dessiner les premiers contours d'une coopération au Mexique. Enfin, pour mieux connaître la démarche spécifique du CIRAD en matière de développement territorial, l'IICA a invité, en assurant le coût de la mission, Patrick Caron dans le cadre de son forum international qui se déroule actuellement (6 au 19 novembre) à Fortaleza.

Le dispositif envisagé entre l'IICA et le CIRAD est régional. Il porte sur 4 pays : le Brésil, le Costa Rica, la Colombie et le Mexique ; pays retenus en raison de l'importance et de la spécificité de leurs problématiques en matière de développement rural et du fait qu'ils hébergent les plus importants bureaux nationaux de l'IICA. Au Brésil et au Costa Rica, il s'agirait de rapprocher les actions menées actuellement par les équipes de IICA et du CIRAD déjà en place¹². Il serait progressivement étendu à la Colombie et au Mexique. Quatre axes ont été identifiés (i) la mise en perspective des projets et des travaux de terrain, (ii) la réflexion commune sur les cadres conceptuels, (iii) la réalisation concertée d'actions de formation et (iv) la construction d'instruments d'analyse sur la construction territoriale. Outre l'IICA et le CIRAD, le dispositif associerait des universités et des institutions publiques. Pour le CIRAD, l'intérêt d'un tel réseau de projets porte sur les possibilités offertes en matière de mise en perspective des expériences nationales, de formalisation conceptuelle et de participation à des formations universitaires et professionnelles. Les complémentarités entre les chercheurs du CIRAD seraient exploitées pour offrir un appui croisé aux partenaires du réseau ainsi constitué.

Malgré les difficultés inhérentes à la Colombie, les conditions scientifiques et financières semblent réunies pour envisager une expatriation d'un agent du CIRAD dès 2004. Le partenariat entre l'IICA et le CIRAD serait enrichi par la participation de l'Université Javeriana de Bogota et le projet « Diversification Rurale » du ministère de l'agriculture sur financement Banque Mondiale. Ce dernier projet, d'une durée de 10 à 20 ans devrait être moteur pour la transition de l'agriculture colombienne et ouvrirait l'accès aux fonds compétitifs pour des alliances internationales. Le projet « Diversification rurale » participerait en outre au coût de l'agent du CIRAD expatrié et l'IICA mettrait un professionnel (et son fonctionnement) à la disposition d'un projet commun.

Une mission du CIRAD (P.M. Bosc et P. Bonnal) sera réalisée en Colombie en janvier 2004 pour construire le projet scientifique et le discuter avec la direction de l'IICA à San José.

Un projet au Mexique pourrait émerger ensuite dans le courant de 2004 ou 2005. Une mission d'identification sera organisée à cet effet début 2004.

¹² Rappelons que le CIRAD a plusieurs chercheurs dans ces deux pays. Les chercheurs les plus particulièrement concernées seraient Jean-Philippe Tonneau et Augusto Moreno au Brésil et Guy Faure, au Costa Rica.

Programme de la mission

Date	Heure/Lieu	Nature et lieu de la visite
15-16/11		Voyage Montpellier - Fortaleza
16-19/11	Fortaleza	Participation au 1 ^{er} Forum International sur le Développement Territorial
19-21/11		Voyage Fortaleza - Paris